

# ACTION URGENTE

## UN MILITANT MENACÉ, UN AUTRE AGRESSÉ

**Les autorités cubaines ont adressé des menaces à l'un des principaux défenseurs des droits humains, et un critique bien en vue de l'action gouvernementale a été agressé dans la rue, manifestement par des agents de la sûreté de l'État.**

Dans l'après-midi du 27 novembre, des fonctionnaires du Département de la Sûreté de l'État ont proféré des menaces à l'encontre d'**Elizardo Sánchez**, président de la Commission cubaine des droits humains et de la réconciliation nationale (Comisión Cubana de Derechos Humanos y Reconciliación Nacional, CCDHRN), devant son domicile. Il revenait d'une réunion avec la plateforme de la société civile Alliance démocratique cubaine (Alianza Democrática Cubana, ALDECU). Deux hommes en civil l'ont interpellé à 100 mètres de son domicile, également siège de la CCDHRN, à Playa, un quartier de La Havane. Il s'est rendu compte qu'il avait déjà vu l'un des deux hommes lors d'opérations menées par les forces de sécurité contre des manifestants pacifiques. Il leur a demandé de s'identifier. L'un d'eux lui a montré son badge du Département de la Sûreté de l'État (Departamento de Seguridad del Estado), tout en cachant son nom. Elizardo Sánchez a continué son chemin, suivi de près des deux hommes qui lui disaient qu'il était un mercenaire à la solde de Washington et qu'il allait subir des « mesures draconiennes » s'il poursuivait son action en faveur des droits humains. Elizardo Sánchez a indiqué à Amnesty International qui ni lui, ni aucun autre membre de la CCDHRN, n'avait reçu de telles menaces depuis 20 ans.

Le journaliste indépendant **Guillermo Fariñas** avait lui aussi assisté à la réunion de l'ALDECU ce même après-midi. À 20 h 30 deux hommes en civil l'ont arrêté dans la rue alors qu'il se trouvait dans le quartier de Vedado, à La Havane. L'un d'eux l'a frappé à l'avant-bras droit avec un morceau de bois, le traitant de « mercenaire » et de « contre-révolutionnaire ». Les deux hommes sont ensuite montés dans une voiture conduite par une troisième personne, du type de celles utilisées par le personnel de la sûreté de l'État. Ces faits témoignent d'une évolution inquiétante de la répression menée par le gouvernement contre des militants pacifiques.

### **DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en espagnol ou dans votre propre langue) :**

- priez les autorités cubaines d'ouvrir immédiatement des enquêtes sur les menaces proférées à l'encontre d'Elizardo Sánchez et sur l'agression de Guillermo Fariñas ;
- priez-les instamment de cesser sans délai de harceler et d'intimider les deux hommes ainsi tous les autres citoyens qui exercent pacifiquement leur droit à la liberté d'expression et d'association.

### **ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 11 JANVIER 2013 À :**

#### Chef de l'État et du gouvernement

Raúl Castro Ruz  
 Presidente de la República de Cuba  
 La Habana, Cuba  
 Fax : Fax : +41 22 758 9431 (bureau de Cuba à Genève) ; +1 212 779 1697 (via la Mission de Cuba auprès de l'ONU)  
 Courriels : cuba@un.int (via la Mission de Cuba auprès des Nations unies)  
**Formule d'appel : Su Excelencia, / Monsieur le Président,**

#### Procureur général

Dr. Darío Delgado Cura  
 Fiscal General de la República,  
 Fiscalía General de la República,  
 Amistad 552, e/Monte y Estrella,  
 Centro Habana,  
 La Habana, Cuba  
**Formule d'appel : Señor Fiscal General, / Monsieur le Procureur général,**

#### **Copies à :**

Ministre de l'Intérieur  
 General Abelardo Coloma Ibarra  
 Ministro del Interior y Prisiones  
 Ministerio del Interior,  
 Plaza de la Revolución,  
 La Habana, Cuba  
 Fax : +1 212 779 1697 (via la Mission de Cuba auprès de l'ONU)  
 Courriels : correominint@mn.mn.co.cu  
**Formule d'appel : Su Excelencia, / Monsieur le Ministre,**

Veuillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques accrédités dans votre pays (adresse(s) à compléter) : nom(s), adresse(s), n° de fax, courriel, formule de politesse

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY  
 INTERNATIONAL**



# ACTION URGENTE

## UN MILITANT MENACÉ, UN AUTRE AGRESSÉ

### COMPLÉMENT D'INFORMATION

La Commission cubaine des droits humains et de la réconciliation nationale (CCDHRN) a été fondée en 1987 par Elizardo Sánchez. Les autorités ont refusé de lui accorder un statut légal, tout comme elles le refusent à toutes les organisations considérées critiques envers le gouvernement. Elizardo Sánchez a passé huit ans et demi en prison entre 1980 et 1992, pour des motifs liés à son action en faveur des droits humains. À l'époque, Amnesty International l'avait déclaré prisonnier d'opinion.

Journaliste indépendant, Guillermo Fariñas a participé à une campagne pacifique en faveur de la liberté d'expression à Cuba. À la fin de l'année 2009, il avait entamé une grève de la faim, qui a duré quatre mois, pour demander la libération de prisonniers d'opinion.

L'Alliance démocratique cubaine (ALDECU) est une plateforme de la société civile, défini comme un « groupe pluraliste d'analyse ». Ses membres se rencontrent une fois par mois pour discuter de questions sociopolitiques et économiques qui se posent à Cuba.

À la réunion du 27 novembre de l'ALDECU se trouvait aussi Antonio Rodiles, coordinateur national de la Demande citoyenne pour un autre Cuba (Demanda Ciudadana Por Otra Cuba), une initiative visant à demander à Cuba de ratifier le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Il venait d'être relâché après 19 jours de garde à vue. Lors de sa remise en liberté, les accusations de « rébellion » ont été abandonnées mais on l'a mis en garde contre toute poursuite de son action militante.

Nom : Elizardo Sánchez, Guillermo Fariñas

Sexe : hommes

AU : 343/12 Index : AMR 25/029/2012 - Date : 30 novembre 2012